

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

"Opération Libérez les trottoirs": les "Mamboundouistes" font entendre leur voix

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LES "Mamboundouistes", courant politique animé par certains cadres et militants de l'Union du peuple gabonais (UPG), formation politique héritée de l'ancien député de Ndendé Pierre Mamboundou, étaient récemment en conclave sous la direction de leur président, Guy Constant Titus Koumba. Revenant sur la récente initiative gouvernementale visant à restaurer la voie publique, les accotements et terre-pleins centraux du Grand Libreville, ils ont "marqué leur vive pré-

occupation au sujet de cette opération". Laquelle, ont-ils indiqué, est effectuée "de manière peu orthodoxe par les éléments des forces de l'ordre". Ce, d'autant plus que, ont-ils déploré dans un communiqué sanctionnant la tenue de leur rencontre, "l'opération se déroule visiblement sans associer les responsables des municipalités impactées". Pour autant, ils l'ont jugée "salutaire". D'autant plus que, ont-ils précisé, au final, l'initiative gouvernementale "s'inscrit dans le droit fil d'un plan d'harmonisation et d'embellissement des villes de Libreville, Akanda, Owendo et

Ntoun".

Sur ce, ils ont invité le gouvernement à "réguler le secteur informel, à construire de nouveaux marchés, à relocaliser les commerçants impactés par l'opération, etc." Tout en l'exhortant "à une implication substantielle aux fins d'aménager des espaces appropriés et de permettre une occupation légale du domaine public, de manière à éviter le phénomène de l'hydre immortelle".



Photo: DR/L'Union

Les « Mamboundouistes » lors d'une précédente sortie.

Tribune des partis politiques Sempiternel appel du pied...

LE discours présidentiel d'Ali Bongo Ondimba, par ailleurs "Distingué camarade président" du Parti démocratique gabonais (PDG), prononcé lors du dernier Congrès du Parlement, ne cesse de susciter des réactions dans la classe politique. Parmi les laudateurs figurent, sans grande surprise d'ailleurs, les militants et sympathisants des partis se revendiquant de la "galaxie présidentielle", autrement appelée Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE). En atteste les réactions çà et là des leaders du Centre des libéraux réformateurs (CLR), Bloc démocratique chrétien (BDC), Bloc démocratique populaire (BDP) et de l'Union démocratique et républicaine (Udere), pour ne citer que ces exemples.

Excepté le style et la forme, propre à chaque acteur, le décryptage dudit discours est quasiment identique d'une chapelle politique à une autre. Rien de bien surprenant, à en croire de nombreux observateurs et autres analystes du microcosme politique local. D'autant que les rapports entre le parti de masse et les autres dits "gazelles" sont la plupart du temps des plus tendus. Normal, le parti au pouvoir se taille la part du lion dans les institutions et autres démembrements étatiques. Et ce, au grand dam des alliés de la MRSE. Lesquels se sentent évidemment lésés, car véritablement considérés uniquement lors du scrutin présidentiel.

Pour tenter de contourner cet écueil permanent, ces derniers n'ont d'autre choix que de se livrer à une cour assidue voire "éhontée" du chef de file de l'ancien parti unique. Conséquence: toute sortie du patron de la MRSE constitue une occasion propice pour les autres membres de ce regroupement de se mettre sur orbite. Objectif: être, bien évidemment, sous les feux des projecteurs.

Et pour y arriver, tous les moyens, ou presque, sont bons. C'est aussi cela la politique, sous nos tropiques. De quoi expliquer la sempiternelle impression d'appel du pied des leaders de la MRSE à chaque sortie du "Distingué camarade président" du PDG.

Yannick Franz IGOHO



SEEG

COMMUNIQUE DE PRESSE Opération de recouvrement des impayés

Libreville, le 07 juillet 2021 _ La SEEG porte à la connaissance de son aimable clientèle que l'opération de recouvrement des impayés débutée depuis le lundi 05 juillet 2021, se poursuit sur toute l'étendue du territoire national.

A cet effet, les clients débiteurs sont invités à régulariser leur situation par le règlement de leurs arriérés auprès des Agences commerciales ou par le service Mobilfacture SEEG (paiement des factures SEEG via AIRTELMONEY, MOOVAFRICA ou BGFIMOBILE).

Le cas échéant, les actions menées par la SEEG pourraient conduire à la suspension des fournitures des clients débiteurs, conformément aux règlements et procédures en vigueur.

La SEEG remercie sa clientèle de sa bonne compréhension.

La Direction de la
Communication & du Marketing